



DEPARTEMENT DE MAINE ET LOIRE

REPUBLIQUE FRANCAISE

Arrondissement d'Angers

ARRÊTÉ

N° 176 - 2025 - V

Maintenance et chantiers courants d'entretien du réseau d'éclairage public

Monsieur le Maire de Saint-Léger-de-Linières,

VU la loi modifiée n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

VU le code de la route et notamment les articles R 411.5, R 411.8, R 411.18, R 411.21.1 et R 411.25 à R 411.28 ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;

VU l'arrêté interministériel modifié du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

VU le code pénal et notamment l'article R610-5 ;

Considérant la demande de l'entreprise INEO Réseaux Centre Atlantique / groupe EQUANS, chemin de la Maladrerie, Saint-Jean-de-Linières, 49070 Saint-Léger-de-Linières, reçue le 3 décembre 2025, pour des travaux courants de maintenance et d'entretien du réseau d'éclairage public, en interventions de courtes durées, sur l'ensemble de la commune de Saint-Léger-de-Linières, il y a lieu de réglementer la circulation,

ARRÊTE :

Article 1 : A compter du 1er janvier 2026 et jusqu'au 31 décembre 2026, l'entreprise INEO Réseaux Centre Atlantique est autorisée à empiéter sur le domaine routier, sur l'ensemble de la commune de Saint-Léger-de-Linières.

Article 2 : Pendant toute la durée des interventions, les mesures d'exploitation suivantes sont employées suivant les types de chantiers :

- En section courante :
 - o Limitation de vitesse à 30 km/h sur une voie à 50 km/h,
 - o Limitation de vitesse à 50 km/h sur une voie à 70 km/h,
 - o Interdiction de dépasser,
 - o Interdiction de stationner,
 - o Alternat de longueur inférieure ou égale à 500 m réglé au moyen de piquets K10, et/ou de feux de signalisation, ou de panneaux B15-C18,
 - o Neutralisation partielle d'une voie de circulation.
- Sur giratoire :
 - o Neutralisation d'une partie de l'anneau en conservant une voie de circulation libre,
 - o Mise en place d'un alternat manuel au moyen de piquets K10,
 - o Limitation de vitesse à 30 km/h.

Les restrictions seront appliquées individuellement ou combinées suivant le type de chantier considéré. Toute autre restriction ou réglementation de la circulation au droit des chantiers, non visées par le présent arrêté, devra faire l'objet d'un arrêté spécifique.

Article 3 : Avant toute intervention, l'entreprise devra vérifier auprès des services de la commune, les restrictions spécifiques qui pourraient être applicables aux voiries concernées par les travaux. Elle adaptera son programme en conséquence.

Article 4 : La signalisation sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvées par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992. Toute la signalisation nécessaire (attention chantier, circulation alternée...) sera implantée et entretenue par le demandeur, l'entreprise INEO Réseaux Centre Atlantique, durant toute la durée des travaux.

Article 5 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 : Le présent arrêté sera affiché aux extrémités des sections concernées sur la commune de Saint-Léger-de-Linières par le demandeur, l'entreprise INEO Réseaux Centre Atlantique.

Article 7 :

- Monsieur le Chef de la police municipale,
 - Monsieur le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie Départementale d'Angers,
- sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Saint-Léger-de-Linières le 16 décembre 2025,
Daniel PASDELOUP,
Adjoint au Maire

